

LE COURRIER

L'essentiel, autrement.

NEUCHÂTEL

Quand les industriels se moquent de la politique

La fermeture brutale de l'usine du fabricant de machines Voumard, en mains allemandes et américaines, émeut le Conseil d'Etat neuchâtois. D'autant plus que la direction de la firme n'a rien voulu savoir des démarches de sauvetage menées par le Département cantonal de l'économie. De quoi alimenter le débat autour du projet de réforme de la fiscalité cantonale des entreprises, bientôt à l'ordre du jour. **page 2**

GENÈVE

Soulagement pour les proches d'un requérant

Un collectif de soutien s'est formé hier à Cointrin pour manifester contre le renvoi d'un requérant d'asile togolais. Arrêté jeudi à Soleure, il avait été amené à l'aéroport de Genève après que sa demande d'asile lui a été refusée. Enregistré pour un vol à destination de Lomé, il ne doit son sursis qu'à l'aspect «non contraignant» de la mesure de renvoi. Réaction depuis le centre de Frambois où il est détenu. **page 2**

VAUD

Préavis de tempête sur l'enseignement

Si la rentrée des classes, lundi prochain, s'annonce calme, des écueils n'en guettent pas moins l'Ecole vaudoise. Soumise à la votation en février prochain, l'initiative «Sauvez l'école», qui demande que les exigences soient revues à la hausse et les notes réintroduites dès les degrés élémentaires, risque de déchaîner les passions. En attendant un contre-projet des autorités, tour d'horizon de la rentrée scolaire. **page 4**

CULTURE

The Fall, «cultissime» groupe anglais à Pully

Reconnaisable entre mille pour tout amateur averti, la voix du créateur, leader et seul maître à bord du groupe The Fall, Mark E. Smith, résonnera au Festival for noise de Pully samedi prochain. Figure incontournable du rock alternatif anglais depuis trente-quatre ans, The Fall s'est permis quelques écarts de style, du «garage» à la pop. Un changement perpétuel d'influences qui réserve des surprises à Pully. **page 12**

CINÉMAS

page 8

MOTS CROISÉS

page 9

RADIO-TÉLÉVISION

page 10

MAGAZINE

page 11

INTERNATIONAL

Le Liban fait un pas pour améliorer le sort des réfugiés palestiniens

Le parlement libanais a approuvé hier un amendement à la loi du travail, qui permettra aux réfugiés palestiniens de jouir des mêmes droits que les autres étrangers. Auparavant cantonnés aux seuls secteurs de l'agriculture et du bâtiment, ils pourront désormais exercer d'autres métiers. Pas

question pour autant de leur permettre l'accès à la propriété comme cela avait été envisagé, de crainte que la mesure ne fasse appel d'air. En revanche, le législatif entend lutter contre la précarité des quelques 250 000 réfugiés palestiniens en leur faisant bénéficier d'une couverture sociale. **page 7**

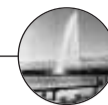
ENVIRONNEMENT

Les toilettes sèches à l'assaut de nos habitudes

page 3



Ce type de WC permettant d'économiser l'eau potable remporte un succès croissant. A Cressy, un immeuble pilote en sera prochainement équipé. **JPDS**



Les toilettes sèches gagnent petit à petit du terrain

ENVIRONNEMENT • Les toilettes à compost permettent d'économiser près d'un tiers d'eau potable. Elles contribueraient aussi à une meilleure gestion des eaux usées.



Les toilettes sèches prennent peu à peu leurs quartiers dans diverses manifestations du canton. JPDS

PAULINE CANCELA

Révolution verte oblige, les toilettes sèches prennent petit à petit leurs quartiers dans diverses manifestations de la région. On les reconnaît à leur aspect lambrissé et à l'odeur de sol forestier, puisqu'elles sentent pareil sinon moins que les cuvettes traditionnelles. Qu'elles séduisent les buvettes de la Barje, la Fête de la musique ou encore la Ville est à vous, le message est le même: tirer la chasse ne coule pas de source.

La Ville ne prévoit pas encore de se munir de telles cabines. Mais, à Cressy, un immeuble entièrement équipé de toilettes à compost verra le jour. Pilote en la matière, le projet émane de la coopérative d'habitation Equilibre (lire ci-contre). Alors qu'à Genève plus de 17 000 litres d'eau par personne et par année sont dévolus aux cabinets, le WC sec permettrait l'économie d'un tiers de notre consommation d'eau potable. Mais l'enjeu concerne surtout la gestion des eaux polluées.

Valoriser un cycle naturel

Ralph Thielen, membre d'Equilibre, explique que «les toilettes à compost permettent d'éliminer la part des 'eaux noires' dans les eaux usées – par opposition aux 'eaux grises' provenant des douches, lavabos, machines à laver, etc. Ce sont les plus polluantes.» Dans le même ordre d'idée, Gwennaël Bolomey, de la coopérative 1m³ – qui loue notamment les cabines à la Barje 2 – voit dans le «tout à l'égout»

une absurdité: «C'est une habitude à remettre en question. Mélanger les excréments à l'eau crée de la pollution, alors que ce sont deux matières de grande valeur. Avec un système sec, les déjections se transforment en terreau fertile grâce aux copeaux de bois.» M. Bolomey dénonce en fait un problème de gaspillage.

Un point que les Services industriels de Genève (SIG) nuancent: «Les stations d'épuration (STEP) centralisées permettent une bonne valorisation des matières fécales, déclare la porte parole Isabelle Dupont-Zamperini. Les boues restantes sont récupérées par l'usine des Cheneviers comme combustibles.»

Le risque des micropolluants

Quant à l'énergie, Gwennaël Bolomey assure que l'élimination des eaux noires allégerait significativement les STEP. Là encore, la régie publique tempère: «Même en cas d'usage à large échelle d'un système sec, l'économie est faible. Le solde de la pollution des eaux usées restant à éliminer est important, provenant aussi des industries en très grandes quantités.» Même si les SIG y sont favorables, le WC sec n'est donc pas, selon eux, une alternative intéressante lorsqu'une zone habitable est desservie par l'assainissement public. D'autant que le bilan écologique de la région est «relativement bon».

Restent certains médicaments qui se retrouvent dans les étrons et forment des micropolluants. Cela

concerne toutes les toilettes, conventionnelles ou sèches. Selon les SIG, on retrouve en effet ces substances, en quantités infimes, autant dans l'eau que dans le sol. Et Ralph Thielen de préciser qu'il prévoit en conséquence d'analyser la valeur écologique des composts.

Une brouette par personne et par année

Concrètement, la collecte des matières fécales demande de l'organisation, relève Olivier Salamin, chef d'unité au Service logistique et manifestations de la Ville. «Si nous soutenons la démarche, Genève n'est pas prête à faire le saut. La logistique serait compliquée.» 1m³ la fournit en revanche avec la location des cabines. Dans celles-ci, un petit réservoir doit être vidé deux fois par semaine. Pour un équipement fixe, tel que celui prévu à Cressy, un tuyau vertical relie la cuvette à un composteur, qu'il faut amener une ou deux fois par année dans une compostière. «De petites quantités, précise Ralph Thielen. Deux mètres cube sur un an, pour quinze appartements.» Une brouette par personne, confie Gwennaël Bolomey.

Enfin, équiper une ville entière de toilettes sèches serait titanesque, reconnaît-il, non sans regret. «Les gens ne sont pas prêts. En attendant, il faut profiter au maximum des rénovations et des nouvelles constructions pour en implanter par-ci par-là.»

*<http://www.1metre3.ch>

Des logements visionnaires

Une première à Genève, le projet de la coopérative d'habitation Equilibre a débuté en février dernier. Alliant vie participative et souci écologique, les treize futurs appartements seront labellisés Minerergie P-Eco – impliquant une réduction de 80% de la consommation d'énergie par rapport à un immeuble standard, et l'utilisation de matériaux écologiques.

Sur la commune de Confignon, à Cressy, devraient donc sortir de terre d'ici à 2011 des habitations respectueuses de l'environnement, notamment en vertu de l'installation de toilettes sèches et d'un système de traitement des eaux usées par phyto-épuration. Des filtres de sable plantés de roseaux suffiront à gérer les eaux «grises». L'eau de pluie sera également récupérée et tout confluera dans un étang.

«Ce n'était pas évident de convaincre la Direction générale des eaux, raconte Ralph Thielen, représentant du maître d'ouvrage à Equilibre. A moins de 300 mètres d'un réseau d'égout, on est obligé par la loi de s'y raccorder.» A titre d'expérience pilote, ils ont donc obtenu une autorisation spéciale. La parcelle a été octroyée en 2007 par la Fondation pour la promotion du logement bon marché et coopératif. «Dans le cadre d'Agenda 21, c'était aussi une opportunité pour l'Etat de montrer une meilleure prise de conscience de nos ressources.»

La coopérative Equilibre a prévu d'autres particularités. Il n'y aura pas de parking, afin de promouvoir la mobilité douce et l'auto-partage. Pour le chauffage, la coopérative se branchera au réseau CADIOM de l'usine des Cheneviers et le bâtiment est conçu et orienté spécialement pour profiter au maximum du soleil et de l'ombre, selon les principes de l'architecture bioclimatique.

Projet social également puisque des balcons communicants et des appartements de tailles différentes favoriseront la mixité entre les familles et le mélange intergénérationnel. Ralph Thielen y croit fort et la coopérative souhaiterait répéter l'opération à terme, d'autant que certaines technologies relèvent encore de l'expérimentation.

PCA

*<http://www.cooperative-equilibre.ch>

La grève d'ISS obtient le soutien de personnalités

CLIMAT SOCIAL • La grève d'une partie des nettoyeurs d'ISS est entrée hier dans son quarantième jour. Le conseiller d'Etat François Longchamp recevra ce matin les syndicats. Et une manifestation de soutien aura lieu demain.

PHILIPPE BACH

Aujourd'hui, le Syndicat des services publics (SSP-VPOD) sera reçu par le conseiller d'Etat et président de l'aéroport international de Genève François Longchamp. Et, jeudi, une manifestation aura lieu devant les locaux du magistrat pour défendre les droits des employés de l'entreprise de nettoyage d'avions ISS, qui en sont à leur quarantième jour de grève.

Yves Mugny, secrétaire syndical au SSP-VPOD, y voit une relation de cause à effet: «Nous avons vainement cherché le contact mais lorsque la manifestation de jeudi a été annoncée, tout à coup, nous avons reçu un fax nous proposant une entrevue.» Ce que réfute Bernard Favre, secrétaire général

adjoint au Département de la solidarité et de l'emploi, selon qui il n'y avait jamais eu de demande formelle de la part des grévistes à être reçus.

Quoi qu'il en soit, une rencontre aura bel et bien lieu ce matin. Mais sans que la donne en soit durablement bouleversée. «Pour l'heure, c'est le conseil de surveillance du marché de l'emploi qui doit se prononcer», résume M. Favre. Il dira si oui ou non la convention collective du nettoyage s'applique et, en cas de réponse négative, il examinera les usages de la profession pour établir l'existence d'un éventuel dumping salarial. Une procédure conforme aux vœux de l'entreprise, comme le confirme Claude Roachat au nom d'ISS.

Le syndicat, lui, exige le retour de l'ancienne convention d'entreprise ou alors l'application de la CCT signée par Swissport. A défaut, ISS, qui n'est qu'un sous-traitant de Swissport, devrait être démis de son contrat d'entretien, demande le SSP-VPOD.

Une manière de voir qui a trouvé le renfort de l'Union syndicale suisse (USS). Deux explications à cela: d'une part, la faïtière craint que l'exemple genevois ne fasse tache d'huile. A savoir que, dans d'autres ex-régies publiques encore conventionnées, des missions facilement externalisables comme le nettoyage soient confiées à des entreprises faisant de la sous-enchère salariale.

Hier, l'ex-présidente du Parti socialiste suisse et ancienne conseillère aux Etats Christiane Brunner est sortie de sa retraite politique pour venir apporter son soutien aux grévistes, d'autant plus que ce personnel «est à majorité féminin». Et surtout: «Je siège au conseil d'administration des CFF comme représentante des travailleurs, et je vois bien que ce genre de velléités est de plus en plus fréquent.»

D'autre part, les syndicats craignent aussi un effet dévastateur sur le dossier des bilatérales. «On nous avait promis des mesures de protection contre le dumping social et salarial», déplore Hans Oppliger, président du comité de soutien aux grévistes, «or, que voit-on? une sous-enchère salariale

le caractérisée et encouragée par le conseiller d'Etat en charge du dossier.»

Pour faire monter la sauce d'ici à jeudi, les grévistes ont lancé un appel de soutien. Celui-ci a déjà engrangé des signatures comme celle de l'ancienne conseillère fédérale Ruth Dreifuss, du sociologue Jean Ziegler, ou encore des députés PS Liliane Maury Pasquier, Maria Roth Bernasconi, Jean-Charles Rielle et Carlo Sommaruga, ainsi que celle de leur collègue et président des Verts Ueli Leuenberger. Signalons également les paraphe du comédien Jean-Luc Bideau et du cinéaste Daniel Künzi. |

Manifestation jeudi 19 août à 17h30 devant le Département de la solidarité et de l'emploi (17 rue de l'Hôtel de Ville).